

« L'architecture passionnée »

La fondation Culture du Bâti représente pour l'Etat de Vaud un canal de transmission de ses intentions en matière de développement. Dans cet entretien, le conseiller d'Etat vaudois Pascal Broulis exprime ses encouragements au projet fédérateur.

Pascal Broulis

Propos recueillis par Cedric van der Poel

Tracés: L'Urban Think Tank de l'EPFZ a énoncé que «l'urbanisme, c'est de la politique pétrifiée». En tant que conseiller d'Etat en charge du Service immeuble, patrimoine et logistique (SIPaL), quelle est votre vision de l'urbanisme et de l'architecture? En d'autres termes, comment s'incarne dans le bâti votre idéal politique?

Pascal Broulis: C'est un joli slogan, mais est-il réaliste? J'imagine mal un urbanisme chasser l'autre comme un clou, en fonction d'une alternance politique... A de rares exceptions, qui ne font d'ailleurs pas l'unanimité, comme Canberra ou Brasilia, on n'urbanise pas à partir de rien. Selon moi, l'urbanisme doit inscrire le bâti dans une réalité quotidienne, dans une continuité, en pensant aux utilisateurs qui feront en fin de compte, vivre ces bâtiments. Pour les édifices d'Etat qui ont une fonction représentative, il s'agit de combiner la fonction et le symbole. Des gestes contemporains comme les musées de Plateforme10, le projet Vortex (qui accueillera le Village olympique des Jeux olympiques de la jeunesse 2020 puis des logements pour quelque 1100 étudiants) ou encore le nouveau Parlement doivent allier assise, élégance, force et convivialité. Les gens doivent pouvoir s'approprier les lieux et non s'y sentir en visite.

Par ailleurs, je me bats pour trouver, chaque fois que la situation se présente, un juste équilibre entre la défense du patrimoine et une dynamique qui favorise

la création contemporaine. C'est précisément cette complémentarité entre l'ancien et le moderne qui participe directement à la qualité de vie des citoyens et au rayonnement d'une région, d'un pays.

Votre rapport à la culture du bâti a-t-il changé depuis votre mandat?

J'ai toujours été intéressé par l'architecture et l'archéologie, par les marques au sol et le vivre ensemble. Cette notion de collectif, je la retrouve dans la politique. Dans mon prochain livre qui sera publié en novembre j'évoque notamment certains architectes qui ont travaillé sous et pour le régime fasciste. Ils m'intéressent tout particulièrement parce que la dimension politique de l'architecture est fascinante, qu'elle soit symbolique ou réelle. Et surtout par la manière dont elle peut aussi être instrumentalisée par une idéologie, qu'elle soit fasciste ou communiste. Je suis passionné par cette relation entre le politique et l'architecture, la plupart du temps pour le meilleur, mais parfois pour le pire aussi.

D'une manière générale, on constate, notamment dans le domaine de l'urbanisme que le modèle issu des Trente Glorieuses est en crise. De nombreuses villes et régions cherchent et expérimentent de nouveaux modèles (densification, transport, nouveaux types de logements)... Quels sont, selon vous, les grands enjeux urbanistiques et architecturaux du canton de Vaud et de l'Arc lémanique?



Au cœur de la Métropole lémanique, il y a pour moi un enjeu fondamental qui est de favoriser le vivre-ensemble. Il faut avoir conscience que notre territoire est relativement petit, soumis à de fortes contraintes et qu'il faut s'efforcer de l'économiser notamment en densifiant. Les lois acceptées par le peuple nous y obligent d'ailleurs. Je dirais qu'il en va exactement de même pour les transports ou le logement qui devraient aller vers davantage de modularité pour répondre avec plus de souplesse aux différents besoins que l'on a au cours de son existence. Mais, précisément, cela s'inscrit dans une évolution, non dans des ruptures brutales.

Comment la politique peut-elle accompagner les professionnels du domaine à répondre à ces grands enjeux ?

Par le passé, les professionnels de la construction et l'Etat de Vaud ont eu des divergences. Pour faciliter le dialogue, j'ai mis en place des rencontres périodiques. Nous avons longtemps discuté et nous avons tous mieux compris nos contraintes respectives, mais aussi nos forces. Finalement, nous avons surtout compris que nous avions des intérêts communs. Sans entrer trop dans les détails, j'aimerais avant tout mettre en exergue la priorité que nous donnons aux concours d'architecture et celle de veiller à ce qu'ils soient toujours en conformité avec les règles de la SIA.

Ce respect des procédures est d'autant plus important que nous sommes en train de multiplier les projets

d'envergure. Avec 83 projets actuellement pilotés par le SIPaL, pour un montant brut de 2,3 milliards de francs, l'Etat de Vaud se place parmi les plus gros constructeurs du pays. Entre 2016 et 2025, il faudra encore compter 31 concours d'architecture supplémentaires, pour un montant additionnel estimé à 3,1 milliards.

Je pense que ces éléments sont de nature à répondre à ces enjeux majeurs. Mais il faut aussi avoir les idées claires, et fixer des règles comprises et acceptées par tous. Il faut accepter que les architectes sont au service du mandataire, et non l'inverse. Enfin, il est nécessaire de suivre de près les chantiers et garder le contrôle des coûts. N'oublions jamais que nous sommes crédibles parce que nous avons le respect des coûts.

Vous réaffirmez donc votre soutien au concours d'architecture ? La profession s'est sentie heurtée par le rapport de la cour des comptes l'année dernière qui stipulait que le concours d'architecture augmentait les coûts de construction des collègues.

C'est une polémique récurrente. Mais il est vrai que l'Etat n'a pas l'intention de se priver de cet outil de mise en concurrence qui stimule la créativité. C'est aussi un outil important pour former la relève. On ne peut pas former les jeunes dans des hautes écoles et ne pas leur donner la chance d'exercer leur profession. Quant au coût, il suffit d'être transparent dès le départ. L'adjudication doit être fonction de la qualité

mais aussi du coût. Lors des concours pour les projets de Plateforme10, plusieurs équipes, qui avaient fourni un travail remarquable, n'ont pas été retenues notamment à cause du surcoût que leurs projets allaient visiblement engager.

La déclaration de la Sarraz issue de premier Congrès international d'architecture moderne de 1928 (CIAM), la fondation par Jean Tschumi de l'Union internationale des architectes (1948), l'expo 64 et plus récemment des projets architecturaux menés par des grands noms de l'architecture internationale sont des événements trop peu connus de la longue tradition qu'entretient le canton de Vaud avec la culture du bâti. Comment expliquez-vous cela ?

S'il est vrai que l'influence des architectes suisses et vaudois dans les textes fondateurs de l'architecture et de l'urbanisme modernes n'est pas forcément connue du grand public, elle n'en est pas moins reconnue. Sans parler de ses fructueuses conséquences. Chaque fois qu'un projet est mis sur la place publique, il suscite des débats d'une richesse exceptionnelle, qui dépassent largement le cadre des seuls professionnels. De même, ce n'est pas un hasard si l'école d'architecture de l'EPFL jouit depuis longtemps d'une réputation enviable qui va bien au-delà de la Suisse, ce n'est pas non plus un hasard si de très grands noms sont sortis des hautes écoles vaudoises, et ce n'est toujours pas un hasard si aujourd'hui de plus en plus de prestigieuses signatures internationales participent aux concours lancés dans le canton. Ce n'est pas que pour des aspects financiers, ils sentent que l'architecture y est aimée et respectée. Enfin, ce n'est pas un hasard non plus si la Fondation pour la Culture du Bâti (CUB) vient d'être créée. Ses fondateurs savent qu'ils ont entre les mains un patrimoine historique immense qui ne demande qu'à être mis en valeur et un public grandissant pour l'apprécier.

L'entrée de la culture du bâti dans le Message culture 2016-2020 de la Confédération, la Maison de l'architecture à Genève (lire l'entretien de l'architecte cantonal genevois sur *espazium.ch*), le projet de Théâtre de l'architecture au Tessin, et enfin la nouvelle CUB, sont-ils pour vous le signe d'un changement d'attitude et d'une reconnaissance du rôle culturel joué par l'architecture, l'urbanisme et l'ingénierie en Suisse ? Si oui, pourquoi un tel changement d'attitude ?

Je ne suis pas certain que les architectes, les ingénieurs et les urbanistes aient franchement manqué de reconnaissance dans notre pays. Sa dimension culturelle me semble avoir toujours été reconnue. Certes à des degrés divers, en fonction des époques. Mais on ne compte plus ceux dont la carrière est une parfaite démonstration de la fusion entre l'architecture, l'art et le génie civil. Ce n'est pas un effet de style de dire que l'architecture combine tous les arts.

De plus, depuis quelques années, l'architecture et l'urbanisme bénéficient franchement d'un effet de

mode. J'en veux pour preuve le tourisme architectural qui se développe très rapidement. Je ne compte plus les gens qui sillonnent les villes européennes simplement pour visiter les réalisations de tel ou tel architecte. A tel point que pour certains musées, le contenant intéresse beaucoup plus que le contenu...

Et puis, il y a l'effet démographique. Le territoire est limité pour absorber sa croissance, et passe forcément par la densification. Dans ce contexte, tout ce qui touche au bâti prend une dimension autrement plus sensible et touche désormais tout le monde. De facto, cet intérêt presque forcé contribue à sa reconnaissance, puisque l'architecture devient un élément central de la qualité de vie. A la ville comme à la campagne.

Est-ce aussi le signe d'une gestion plus démocratique de l'environnement urbain ?

Il faut reconnaître que certains ratés architecturaux des années 1960 et 1970 ont aussi un côté positif. Ils ont obligé les citoyens à s'intéresser de plus près aux questions d'urbanisme et d'architecture. Désormais, le public est attentif. Il n'est heureusement plus possible de se lancer dans un projet d'envergure sans un sérieux travail préalable. Il doit être bien préparé, bien expliqué. De préférence avoir le soutien de tous les partis politiques. Et il ne faut jamais hésiter à descendre dans l'arène, prendre du temps pour convaincre. Bien sûr, il y a eu des oppositions. Et c'est très bien comme ça. Parce que cela nous oblige à répondre avec de vrais arguments. Et à mesurer dans la foulée notre propre conviction face à un projet.

Ne considérez-vous pas non plus cette démocratisation de l'environnement urbain comme un frein aux grands projets urbains et architecturaux ? Vous parlez d'architecture fasciste et Hannes Meyer – figure de la première exposition organisée par la CUB – s'est tourné vers le marxisme et l'Union soviétique pour changer le monde. Aujourd'hui, les impératifs communicationnels et participatifs et les contraintes budgétaires ne donnent-ils pas naissance à des projets qui, une fois passé dans la machine du consensus, perdent leurs forces architecturales et symboliques. Peut-on encore en Suisse réaliser des projets qui transforment la société ?

Je vais être parfaitement clair : en Suisse, c'est de plus en plus difficile. Les voies de recours et d'opposition font qu'aujourd'hui, si vous êtes excessif ou que l'architecture prend le pas sur le politique, les blocages sont presque inévitables. Comment l'urbanisme et l'architecture peuvent-ils transcender la société, amener les citoyens à repenser leur relation au monde et leur environnement dans un contexte de plus en plus contraignant et contrôlant ? C'est une question fondamentale pour les professionnels et les politiques.

Un projet comme Suisse 2050 lancé par la SIA signale-t-il un changement méthodologique dans la façon d'envisager l'évolution de territoire helvétique ? Un basculement faisant une place nette à

la projection, à l'imagination capable de forger un avenir?

Le projet lancé par la SIA est ambitieux et je me réjouis de découvrir les pistes qui vont en ressortir. Ces dernières seront certainement un outil précieux pour animer le débat. Mais il est probablement plus pertinent d'avoir une approche par grandes régions, qui tiennent compte des spécificités. A notre échelle, la Métropole lémanique cherche à anticiper cette croissance démographique. Ainsi, Genève et Vaud ont entrepris une démarche très similaire. Des réalités comme celle de la traversée des Alpes et des rivages du lac Léman sont par essence différentes.

Plutôt que similaires, Genève et Vaud ne devraient-ils pas entreprendre des démarches conjointes pour enfin pouvoir donner une réalité politique et institutionnelle à cette Métropole lémanique?

J'aurais dû parler de MétropoleS lémaniqueS. Ce nom a été donné en réaction à la Métropole zurichoise, mais le Grand Genève ne va pas déborder sur le canton de Vaud. Les mentalités ne sont pas prêtes. Genève et Lausanne sont deux villes différentes avec des bassins de population différents et les citoyens ne sont pas encore disposés à penser le lac dans son ensemble.

Le canton de Vaud a apporté son soutien à la CUB. De quelle nature est-il?

Cette nouvelle fondation est un nouveau-né dans le paysage romand. Il est encore trop tôt pour définir la nature de notre soutien. A ce stade, pour résumer, je dirais que nous sommes en discussion quant aux différentes possibilités d'intégrer un espace d'exposition de la CUB à Plateforme10. Ce qui serait idéal pour générer une véritable synergie entre la culture, l'art, l'architecture, l'urbanisation, le design...





Quel peut être le rôle d'une telle institution dans l'élaboration du projet urbain lausannois et du développement cantonal plus généralement? Un lieu consacré à l'architecture, l'ingénierie et l'urbanisme peut-il être un outil de planification urbaine et territoriale?

Pour répondre très directement à votre question, je dirais que de manière générale ce ne serait tout simplement pas le rôle d'une fondation. La planification reste l'affaire des politiques. En ce qui concerne la CUB, je suis convaincu qu'elle aura un rôle primordial dans la création d'un lieu d'exposition permanent. Elle saura insuffler un esprit qui transcende les disciplines, en fera un lieu de transmission de savoir et de partage, qui touche tous les métiers de la construction. En cela, elle contribuera à renforcer la culture du bâti, donc à enrichir la réflexion intellectuelle et les débats qui participent directement à une gestion plus démocratique de l'environnement urbain.

L'acte fondateur de cette fondation est une exposition sur la notion de coopération entre les arts, le design et l'architecture. Doit-on y voir un message adressé au projet Plateforme10? Quelle est votre position sur l'incorporation de la fondation à Plateforme10?

Quel que soit l'endroit qui sera choisi pour accueillir la Fondation et ses futures expositions, elle aura un public de plus en plus nombreux, car l'architecture passionne. Et je suis persuadé que cet espace deviendra rapidement un lieu de réflexion et d'expérimentations, une sorte de laboratoire de l'architecture de demain.



Le photographe Yves André a été mandaté par le SIPaL de l'Etat de Vaud pour documenter le chantier du pôle muséal. Toutes les images illustrant cet entretien sont issues de ce travail.